

Pittsburgh et le Sommet de Margarita

• LA déclaration finale du sommet du G-20 à Pittsburgh, adoptée vendredi le 25 septembre, semble tout à fait irréaliste. Passons en revue ses points principaux:

Nous nous réunissons en ce moment crucial de transition entre la crise et la reprise pour tourner la page d'une ère d'irresponsabilité et adopter un ensemble de politiques, régulations et réformes pour répondre aux besoins de l'économie mondiale du XXI^e siècle.

Nous nous engageons aujourd'hui à poursuivre notre intervention énergique jusqu'à ce qu'une reprise durable soit assurée.

[...] nous nous engageons à adopter les politiques nécessaires pour jeter les fondements d'une croissance forte, durable et équilibrée pour le XXI^e siècle.

Nous voulons une croissance sans cycles extrêmes et des marchés qui encouragent la responsabilité.

Nous devons travailler ensemble pour engendrer une croissance globale stable, équilibrée et durable. Nous avons besoin d'une relance durable qui crée de bons emplois dont nos peuples ont besoin.

Nous avons besoin d'une croissance plus durable et équilibrée dans tous les pays et réduire les déséquilibres de développement.

Nous nous engageons à éviter les cycles extrêmes de hausse et de chute des prix.

[...] nous ferons également des progrès décisifs sur les réformes structurelles qui favorisent la demande privée et renforcent le potentiel de croissance à long terme.

Nous ne permettrons pas un retour au comportement téméraire et au manque de responsabilité des banques qui ont amené à la crise.

Nous nous engageons à travailler ensemble pour mettre un terme aux pratiques qui entraînent une prise de risques excessive.

Nous avons désigné le G-20 comme étant le forum prioritaire de notre coopération économique internationale.

Nous avons pris l'engagement (au Fonds monétaire international) de transférer au moins 5% des quotes-parts au profit des marchés émergents dynamiques et des pays en développement.

Un développement économique durable s'avère essentiel pour réduire la pauvreté.

Le G-20 est formé des sept pays les plus riches et industrialisés: États-Unis, Canada, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Japon, plus la Russie; des 11 principaux pays émergents: Chine, Inde, Corée du Sud, Indonésie, Afrique du Sud, Brésil, Argentine, Australie, Arabie saoudite, Turquie, Mexique et de l'Union européenne.

Cuba entretient d'excellentes relations économiques et politiques avec certains d'entre eux. L'Espagne et les Pays-Bas ont participé en qualité d'invités aux trois derniers sommets.

Un développement capitaliste sans crises, telle est l'illusion que les États-Unis et leurs alliés tentent de vendre aux pays à économie émergente participant au G-20.

La quasi-totalité des pays du tiers-monde qui ne sont pas des alliés des États-Unis voient comment ce pays émet des billets qui circulent à travers le monde en tant que devises convertibles sans étalon de change or, achète actions, entreprises, ressources naturelles, biens meubles et immeubles et titres de dette publique, protège ses produits, dépouille les peuples de leurs meilleurs cerveaux et accorde un caractère extraterritorial à ses lois. Cela vient s'ajouter au pouvoir écrasant de ses armes et au monopole des principaux médias.

Les sociétés de consommation sont incompatibles avec l'économie des ressources naturelles et énergétiques qu'exigent le développement et la préservation de notre espèce.

Grâce à la Révolution et dans un laps de temps relativement court, la Chine cessa d'être un pays semi-colonial et semi-féodal. Au cours des vingt dernières années, ce pays enregistra une croissance de plus de 10% devenant ainsi la cheville ouvrière de l'économie mondiale. Jamais auparavant un État multinational aussi grand n'avait atteint une telle croissance. Aujourd'hui, il détient la plus grande réserve de devises convertibles et constitue le principal créancier des États-Unis. Une différence abyssale sépare la Chine des deux pays capitalistes les plus développés du monde, à savoir les États-Unis et le Japon, dont les dettes se montent à 20 billions de dollars.

Les États-Unis ne peuvent plus prétendre être un modèle de développement économique.

Tenant compte du fait qu'au cours des dernières années la température de la planète a augmenté de 0,8 degrés centigrades, la principale agence de presse états-unienne a annoncé, le jour de la clôture du sommet de Pittsburgh, que la température augmenterait d'environ trois degrés centigrades d'ici à la fin du siècle, même si chaque pays respecte son engagement de réduire ses émissions de gaz à effet de serre, selon un rapport des Nations Unies.

Ayant passé en revue les plans d'émissions de 192 pays, un groupe de scientifiques a calculé ce qui pourrait se passer avec le réchauffement global. Les prévisions tiennent compte de l'éventuelle réduction de 80% des polluants de la part des États-Unis et de l'Europe d'ici à l'an 2050. Le dioxyde de carbone, qui provient notamment de l'utilisation de carburants fossiles comme le charbon et le pétrole, représente la cause principale du réchauffement global qui attrape l'énergie solaire dans l'atmosphère. Et de réitérer que la température mondiale a déjà enregistré une augmentation de 0,8 degrés centigrades.

Une bonne partie de cette augmentation est imputable aux pays en développement qui n'ont pas pris les mesures nécessaires pour réduire leurs émissions de gaz, ont signalé les scientifiques lors d'une conférence de presse tenue jeudi.

Des changements très sérieux auront lieu dans notre planète, a remarqué Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Pour sa part, Robert Corell, un spécialiste émérite en matière de climat aux Etats-Unis, a souligné:

«... même si les pays en développement réduisent leurs émissions de 80% et réduisent de moitié celles-ci en 2050, le monde enregistrera une augmentation de 1,7 degré centigrade.»

«... cela équivaudra à une élévation de 2,7 degrés centigrades de la température mondiale d'ici à la fin du siècle, a dit Corell. Les chefs d'État européens et le président états-unien Barack Obama ont fixé cet objectif pour limiter le réchauffement à deux degrés.

Ils n'ont pas cependant expliqué comment vont-ils atteindre cet objectif, ni précisé le montant du PIB à investir dans les pays pauvres pour compenser les dommages causés par les volumes de gaz polluant lancés à l'atmosphère par les pays les plus industrialisés. L'opinion publique mondiale doit se doter d'une solide culture concernant le changement climatique. Même s'il n'existerait pas la moindre erreur de calcul, l'humanité marchera inévitablement vers l'abîme.

Alors qu'Obama se réunissait à Pittsburgh avec ses invités du G-20 pour parler des délices de Capoue, le sommet des chefs d'Etat d'UNASUR et de l'OUA était inauguré sur l'île de Margarita, au Venezuela. Plus de 60 présidents, premiers ministres et hauts représentants de pays sud-américains et africains, s'y donnaient rendez-vous. Y étaient également présents, en provenance de Pittsburgh, Lula, Cristina Fernandez et le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, pour participer à un sommet plus chaleureux et fraternel, dans le cadre duquel les problèmes du tiers-monde ont été franchement débattus. Hugo Rafael Chavez, président de la République bolivarienne du Venezuela, a brillé et vibré à ce sommet. J'ai eu l'agréable possibilité d'écouter la voix d'amis connus et prouvés.

Cuba reconnaît le soutien et la solidarité émanant de ce sommet, où rien n'est tombé dans l'oubli.

Quoi qu'il advienne, les peuples seront de plus en plus conscients de leurs droits et de leurs devoirs!

Une bataille formidable sera livrée à Copenhague!

Fidel Castro Ruz
Le 27 septembre 2009
18 h 14

traduction ESTI